

EcoFlash

Inde : des accords commerciaux pour attirer les investissements étrangers

Le président Trump a annoncé le 2 février dernier la validation d'un accord commercial avec l'Inde pour réduire de 25% à 18% les tarifs « réciproques » sur les produits indiens importés et supprimer la « pénalité » de 25% induite par l'achat de pétrole à la Russie. Les tarifs douaniers sur les produits indiens seraient donc inférieurs à ceux des pays d'Asie du Sud-Est (hors Singapour) et en particulier du Vietnam et de la Thaïlande.

La signature par l'Inde de nombreux accords commerciaux depuis l'année dernière (dont l'accord avec l'UE en janvier dernier) lui permettra de ne plus être pénalisée par rapport à ses voisins asiatiques, tant sur le marché américain que sur le marché européen, mais l'impact direct sur sa croissance à court et moyen terme restera modeste. Le gouvernement indien espère surtout attirer et garder les investissements étrangers pour développer son industrie et créer des emplois de qualité.

Baisse immédiate des droits de douane sur les produits indiens importés par les États-Unis

Le président Trump a annoncé le 2 février dernier que les droits de douane « réciproques » sur les produits indiens importés seraient réduits immédiatement de 25% à 18% et que la « pénalité » de 25% générée par les achats de pétrole à la Russie serait levée. Le taux effectif moyen serait ainsi abaissé de 35,1% à 15,6%, un niveau inférieur à celui des autres pays d'Asie du Sud-Est (hors Singapour) et en particulier du Vietnam et de la Thaïlande, dont les tarifs effectifs sont respectivement de 19% et 16,2%. Même si les détails de cet accord à venir ne sont pas encore connus, l'Inde se serait engagée à suspendre ses achats de pétrole russe et à acheter du pétrole américain (voire vénézuélien), ce qu'elle a déjà commencé à faire depuis le mois de septembre (+70,1% entre septembre et novembre 2025 par rapport à la même période l'année dernière). La Russie restait son premier fournisseur de pétrole brut en fin d'année dernière (33% de ses importations sur les onze premiers mois de 2025 vs 6,8% pour les États-Unis).

Traité commercial avec l'UE

En janvier, l'Inde a également signé un accord de libre-échange avec l'Union Européenne, qui concerne 99,5% des biens et services indiens exportés vers l'UE, qui est un partenaire important de l'Inde (21,1% de ses exportations). Jusqu'à présent, les produits indiens étaient taxés entre 4% et 26% (le taux effectif moyen étant d'environ 10%). La mise en place de l'accord de libre-échange (attendu d'ici fin 2026 au plus tôt) devrait permettre de réduire les tarifs à près de zéro sur une majorité de produits et d'accroître ses exportations de produits intensifs en main-d'œuvre (textile, chaussures, cuir, joaillerie). L'Inde bénéficiera de conditions tarifaires aussi favorables que l'un de ses principaux concurrents sur ce segment : le Vietnam.

La multiplication des accords de libre-échange, reflet de la stratégie de multi-alignement de l'Inde

L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (EFTA) en octobre 2025, la signature des accords de libre-échange avec le Royaume-Uni en juillet 2025, Oman en décembre 2025, l'Union Européenne en janvier 2026 et l'accord de principe avec les États-Unis le 2 février 2026, témoignent de la volonté du gouvernement Modi d'accélérer son intégration dans le commerce mondial. D'un point de vue géopolitique, la stratégie commerciale indienne illustre le multi-alignement du gouvernement indien.

À court terme, l'accord avec les États-Unis permettra de réduire les tensions sur les comptes extérieurs

À court terme, la baisse immédiate des tarifs douaniers américains va permettre de réduire les tensions sur les comptes extérieurs de l'Inde, qui se sont dégradés en 2025.

La performance de son commerce extérieur a été affectée par l'incertitude quant à la politique commerciale américaine, mais elle a aussi et surtout été pénalisée par la « surtaxe » de 25% sur ses produits vendus aux États-Unis (à partir du mois d'août 2025) et par son faible avantage comparatif dans les exportations de semi-conducteurs et circuits électroniques intégrés. Entre fin 2024 et fin 2025, la roupie s'est dépréciée de 4,8% face au dollar et de 8% en termes effectifs nominaux, l'une des pires performances parmi les devises d'Asie émergente. Fin janvier, la roupie cotait INR92 pour 1USD, le niveau le plus faible jamais enregistré. Depuis l'annonce d'un accord de principe avec les États-Unis, elle s'est appréciée de 1,7% face au dollar.

Soutien à la croissance pour l'année 2026/2027

L'accord validé avec les États-Unis pourrait permettre de relever les prévisions de croissance pour l'année 2026/2027 de 0,2pp (entre 7% et 7,4% de croissance prévue selon le gouvernement indien). Les investissements domestiques seront stimulés par l'apaisement des relations commerciales avec les États-Unis et la baisse des taux sur les crédits (-100pbs en 2025) alors que les exportations accéléreront. Les États-Unis sont la première destination des exportations indiennes (18,3 % des exportations, i.e. 2,1% du PIB).

L'ouverture du marché européen aura un impact direct modeste sur la croissance indienne

L'accord de libre-échange signé avec l'UE pourrait être ratifié au plus tôt fin 2026, mais plus vraisemblablement au début de l'année 2027.

L'ouverture de ce marché aux biens et services indiens pourrait générer entre 0,1 et 0,3pp de croissance supplémentaire (effet direct de la hausse des exportations), les exportations indiennes à destination de l'UE représentant 2,3% de son PIB. Mais cet effet n'est pas le plus important. Le gouvernement indien espère surtout attirer les IDE.

Les flux nets d'IDE restent en effet extrêmement modestes et ont baissé au cours des dernières années. Ils ne devraient pas excéder 1% du PIB cette année (vs 1,4% du PIB en Malaisie, 1,6% du PIB en Thaïlande et 3,9% du PIB au Vietnam), alors que le pays a impérativement besoin de la technologie étrangère pour développer son industrie, s'intégrer dans les chaînes de valeurs mondiales et créer des emplois de qualité (12 millions par an sont nécessaires pour absorber la main-d'œuvre). Ces emplois permettraient d'accroître le niveau de productivité du pays et le revenu de la population.

Le pays, caractérisé jusqu'à présent par un degré de protectionnisme très élevé, ne pourra pas parvenir à accroître son potentiel de croissance sans attirer et conserver les investissements étrangers. Pour ce faire, il devra ouvrir son marché intérieur et poursuivre les réformes engagées¹.

Johanna Melka
Économiste Asie
johanna.melka@bnpparibas.com

¹ Cf GDLS du 02/07/2025 « [L'Inde attire les IDE mais ne les retient pas](#) ».